

FICHE n°4 La position du Front national vis à vis du système économique

Ce parti antimondialiste, anti-européen, protectionniste est-il devenu pour autant anticapitaliste ?

Son discours est évolutif sur la question : initialement poujadiste, populiste, libéral, défenseur des petits entrepreneurs, des artisans trop imposés, il s'est progressivement affirmé souverainiste, protectionniste (pour protéger l'identité nationale), antimondialiste, anti-européen.

Cet antimondialisme, cette volonté de dénoncer le « libre-échange mondial » repose sur la conviction que les déséquilibres économiques et financiers mondiaux offriront l'occasion historique qui manque au FN pour assoir sa crédibilité, dans un contexte de crise internationale.

Le FN entend ainsi renégocier les traités européens et internationaux .Il envisage même un nouvel axe stratégique avec la Russie, l'Allemagne et la Suisse !

Et avec la réhabilitation des frontières, la promotion d'une « nation-rempart », on est loin de l'altermondialisme !

Par ailleurs, dans une stratégie opportuniste -pour étendre son électorat auprès des classes populaires, les « déclassés », les petits fonctionnaires et retraités- , le FN a emprunté un certain nombre de thèmes et de propositions portés par le Front de Gauche, comme le retour de l'âge légal de la retraite à 60 ans, la nationalisation partielle des banques de dépôt, la dénonciation de l'austérité imposée par l'UE, la lutte contre les rémunérations indécentes... Un anticapitalisme de façade !

Examinons donc le programme économique actuel du Front national.

Il repose sur diverses mesures notamment exprimées dans le programme présidentiel de 2012.

- Le pilier du programme est la sortie de l'euro, par la voie d'un référendum et le retour au franc : le FN en attend une dévaluation compétitive de 20% par rapport à l'euro et la création d'emplois. Il ne dit rien sur le renchérissement des importations ni sur la charge supplémentaire de la dette, libellée en euros qui en découlerait.
- Le rétablissement des droits de douane de 3%, mesure protectionniste évidemment inacceptable par l'UE
- la nationalisation partielle des banques de dépôt
- le rétablissement des prérogatives de la Banque de France en matière monétaire
- le retour progressif de l'âge légal de la retraite à 60 ans et des 40 annuités pour un taux plein
- l'augmentation de 200€ net pour les salaires inférieurs à 1500€
- le maintien des 35 heures
- la lutte contre les rémunérations indécentes
- une taxe spéciale des 50 plus grandes entreprises non nationalisées qui devront affecter 15% de leur bénéfice net en réserve spéciale de réindustrialisation
- la préférence nationale pour l'emploi (pour le logement et les droits sociaux), ce qui signifie en clair la privation de droits des 3,5 millions d'étrangers vivant en France.

Mais le programme ainsi bricolé du FN entre ce qu'il désigne lui-même comme « l'ultralibéralisme des partis mondialistes (UMP, PS, Modem, Verts) et l'anticapitalisme des partis internationalistes (Front de Gauche, NPA) » risque d'évoluer à tout moment, en particulier suite aux dernières élections départementales où il n'a pas su capter suffisamment les voies de la droite (UMP, UDI) au second tour pour conforter sa position. Laquelle droite digère mal ces propositions « gauchistes » !

On ne sera donc pas surpris si ses positions sur la sortie de l'Euro, la retraite à 60 ans, la nationalisation partielle des banques de dépôt, etc... évoluent prochainement.